



## Groupement de commandes du GHT des Alpes du Sud

CHICAS - Cellule des Marchés  
Tél. : 04.92.40.28.04  
E-mail : [cellulemarches@chicas-gap.fr](mailto:cellulemarches@chicas-gap.fr)



SE9 N106

# EXTERNALISATION DES PRESTATIONS DE NETTOYAGE DE DIFFERENTES STRUCTURES DU CENTRE HOSPITALIER BUECH-DURANCE (CHBD) DANS LE CADRE DU GROUPEMENT DE COMMANDES DU GHT DES ALPES DU SUD – EELSV26

## CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES ET TECHNIQUES PARTICULIERES N° 006-2026 (CCP)

Marché à procédure adaptée passé en application des dispositions relatives aux marchés publics :  
des articles R. 2123-1, R. 2123-4 et R. 2123-5 du Code de la Commande Publique.

Code nomenclature DGOS : RH12A000

# SOMMAIRE

<b>ARTICLE 1 – OBJET ET DUREE DU MARCHE .....</b>	<b>3</b>
1-1 OBJET DU MARCHE .....	3
1-2 DECOMPOSITION DU MARCHE .....	3
1-3 FORME DU MARCHE .....	3
1-4 MODIFICATION DU NOMBRE DE LOCAUX EN COURS DE MARCHE .....	4
1-5 DUREE DU MARCHE .....	4
<b>ARTICLE 2 – DOCUMENTS CONTRACTUELS.....</b>	<b>4</b>
2-1 PIECES CONTRACTUELLES .....	4
2-2 RESPONSABILITE .....	5
2-3 ASSURANCES .....	5
<b>ARTICLE 3 – DEFINITION DES PRESTATIONS .....</b>	<b>5</b>
3-1 DEFINITION DES PRESTATIONS.....	5
3-1.1 Nettoyage et entretien des surfaces vitrées lots 1 à 2.....	6
3-1.2 Nettoyage et entretien des locaux lots 4 à 6.....	7
3-2 PLANIFICATION ET TRAÇABILITE DES PRESTATIONS .....	11
3-3 OBLIGATIONS DU TITULAIRE.....	11
3-3.1 Moyens humains .....	12
3-3.2 Dispositions particulières relatives aux personnels réalisant la prestation.....	12
3-3.3 Récusation du personnel du titulaire .....	13
3-3.4 Elimination des déchets et environnement.....	13
3-3.5 Garantie de continuité de la prestation.....	13
3-4 PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT ET DEVELOPPEMENT DURABLE .....	14
<b>ARTICLE 4 – MODALITES DE MISE EN ŒUVRE DE LA PRESTATION .....</b>	<b>15</b>
4.1 ACCES AUX LOCAUX ET AUX EQUIPEMENTS .....	15
4.2 PRODUITS D'ENTRETIEN ET FOURNITURES A LA CHARGE DU TITULAIRE .....	15
4.3 CARACTERISTIQUES TECHNIQUES DES MATERIELS UTILISES .....	16
4.4 MISE EN ŒUVRE DE LA PRESTATION EN TERMES DE SECURITE.....	16
<b>ARTICLE 5 – DISCRETION ET CONFIDENTIALITE .....</b>	<b>16</b>
<b>ARTICLE 6 – FORME DE PRIX .....</b>	<b>17</b>
<b>ARTICLE 7 – FACTURATION - CONDITIONS DE PAIEMENT .....</b>	<b>18</b>
<b>ARTICLE 8 – PENALITES .....</b>	<b>19</b>
8.1 NON REALISATION DE LA PRESTATION .....	19
8.2 DEFAT DE QUALITE DE LA PRESTATION.....	19
8.3 NON-RESPECT DES PRESCRIPTIONS DE REALISATION.....	19
<b>ARTICLE 9 – RESILIATION DU MARCHE ET EXECUTION PAR DEFAT .....</b>	<b>20</b>
9-1 RESILIATION.....	20
9-2 EXECUTION PAR DEFAT .....	20
<b>ARTICLE 10 – DEROGATION AUX DOCUMENTS GENERAUX .....</b>	<b>20</b>
<b>ARTICLE 11 – CONTESTATIONS ET LITIGES .....</b>	<b>21</b>

## **ARTICLE 1 – OBJET ET DUREE DU MARCHE**

### **1-1 OBJET DU MARCHE**

Le marché a pour objet une prestation de nettoyage et d'entretien des locaux, mobiliers et surfaces vitrées des différents sites du Centre Hospitalier Buëch-Durance (CHBD) répartis sur le territoire 05, dont le siège social est situé à LARAGNE MONTEGLIN dans le cadre du Groupement de commandes du GHT des Alpes du Sud.

### **1-2 DECOMPOSITION DU MARCHE**

La prestation est décomposée en cinq (5) lots, suite à la suppression du lot n° 3 (présent sur l'ancien marché), qui concernait le nettoyage des surfaces vitrées "inaccessibles" du Centre Hospitalier d'Embrun ainsi que des deux EHPAD « Lou Village » et « Les Chanterelles ». Ce lot a été supprimé en raison des travaux de construction du nouvel hôpital d'Embrun, qui rendent ce service spécifique obsolète et ne nécessitent plus de prestation distincte pour ces sites.

Les autres lots sont maintenus et ajustés en fonction des besoins actuels du marché.

Cette prestation est donc décomposée en 5 lots :

Les lots 1 à 2 concernent le nettoyage des surfaces vitrées (et encadrements) :

- Lot N° 1 : Nettoyage et entretien des surfaces vitrées des structures du Centre Hospitalier Buëch-Durance sur la commune de LARAGNE MONTEGLIN
- Lot N° 2 : Nettoyage et entretien des surfaces vitrées des structures du Centre Hospitalier Buëch-Durance sur la commune de GAP

Les lots 4 à 6 concernent le nettoyage des locaux et des surfaces vitrées :

- Lot N° 4 : Nettoyage et entretien des locaux et des surfaces vitrées du CMP du Centre Hospitalier Buëch-Durance « Le Petit Nice » sur la commune d'EMBRUN
- Lot N° 5 : Nettoyage et entretien des locaux et des surfaces vitrées des structures du Centre Hospitalier Buëch-Durance « Le Préambulle » et « le Funambulle » sur la commune de BRIANCON.
- Lot N° 6 : Nettoyage et entretien des locaux et des surfaces vitrées de la structure du Centre Hospitalier Buëch-Durance « Ladoucette » sur la commune de GAP (CHBD).

Les variantes ne sont pas autorisées.

Les plans, coordonnées des structures et vitrages concernés (surlignés) sont annexées au présent CCP.

### **1-3 FORME DU MARCHE**

Personne Publique contractante :

Groupement de Commandes du GHT des Alpes du Sud  
1, place Auguste Muret  
B.P. 101  
05007 GAP CEDEX

Coordonnateur du groupement :

Centre Hospitalier Intercommunal des Alpes du Sud (CHICAS) – Site de GAP, représenté par Monsieur Nicolas RAZOUX, Directeur d'établissement.

Ce marché à procédure adaptée est passé en application des articles R. 2123-1, R. 2123-4 et R. 2123-5 du Code de la Commande Publique.

Le montant estimé du marché est de 120 000 € HT.

Celui-ci est exécuté à partir d'un planning d'intervention contractualisé avec chacun des établissements hospitaliers.

**1-4 MODIFICATION DU NOMBRE DE LOCAUX EN COURS DE MARCHE**

En cours de marché, le nombre de locaux ou surfaces à entretenir indiqué en annexe, pourra être modifié en plus ou en moins, sans aucune limitation, en raison de la restructuration de l'établissement hospitalier concerné.

A chaque modification de ce nombre, un avenant au marché sera établi sur la base des prix indiqués à l'annexe à l'acte d'engagement.

Cet avenant précisera notamment :

- la date d'effet de la modification
- le nouveau prix de base du marché.

**1-5 DUREE DU MARCHE**

La durée du marché est d'un an à compter de la date de notification du marché.

Il sera ensuite renouvelable trois fois par tacite reconduction par période de douze mois.

Reconduction du marché :

Conformément à l'article R. 2112-4 du Code de la Commande Publique, le titulaire ne peut refuser la reconduction. En cas de non-reconduction, le pouvoir adjudicateur en informera le titulaire deux mois avant la date anniversaire du marché. La non-reconduction n'ouvre pas droit à indemnisation.

**ARTICLE 2 – DOCUMENTS CONTRACTUELS**

**2-1 PIECES CONTRACTUELLES**

Le marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- l'acte d'engagement ;
- la ou les annexes financières à l'acte d'engagement (1 pour chacun des lots) ;
- le présent Cahier des Clauses Administratives et Techniques Particulières dont l'exemplaire conservé dans les archives du Pouvoir Adjudicateur fait seul foi ;
- le planning d'intervention approuvé par l'établissement concerné ;
- le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics

- de fournitures courantes et services (CCAG – FCS) ;
- le mémoire technique.

Les conditions générales de vente du titulaire sont inapplicables.

En cas de contradiction entre les documents qui précèdent ceux-ci prévalent dans l'ordre où ils sont énumérés ci-dessus.

## **2-2 RESPONSABILITE**

Le titulaire assume la direction et la responsabilité de l'exécution des prestations. En conséquence, il est seul responsable des dommages que l'exécution des prestations pourrait causer directement ou indirectement :

- à son personnel ou à des tiers
- à ses biens, aux biens appartenant à la personne responsable du contrat ou à des biens.

Les obligations du titulaire seront suspendues de plein droit sans formalité, et sa responsabilité dégagée en cas d'évènements tels que lock-out, arrêt de travail quelconque, accident de fabrication, incendie, inondations, cas fortuits survenant dans ses locaux, ceux de ses fournisseurs ou ses sous-traitants, fais du principe, ainsi que tout événement intervenant après la conclusion du présent marché empêchant son exécution dans des conditions normales.

## **2-3 ASSURANCES**

Le titulaire doit avoir souscrit un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de responsabilité civile qu'il peut encourir en cas de dommages corporels, matériels ou immatériels causés aux tiers par l'exécution des prestations objet du marché, conformément à l'article 9 du CCAG – FCS.

Il doit justifier, au plus tard dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ce contrat d'assurance, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Durant l'exécution du marché, il doit produire à toute demande du Centre Hospitalier une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie.

## **ARTICLE 3 – DEFINITION DES PRESTATIONS**

### **3-1 DEFINITION DES PRESTATIONS**

La prestation sera exécutée en tenant compte de la nature et de la fréquentation des locaux.

La qualité attendue de la prestation devra impérativement satisfaire aux trois critères suivants : aspect, confort, hygiène.

Le titulaire est tenu d'assurer la traçabilité de sa prestation ; celle-ci sera vérifiée par le pouvoir adjudicateur. L'établissement se réserve le droit de constater à tout moment la bonne exécution des prestations.

La consistance des locaux dont le nettoyage doit être assuré par le titulaire ainsi que la périodicité de la prestation suivant la situation et la nature des locaux, sont détaillées au présent CCP et ses annexes.

Les prestations sont à effectuer selon diverses périodicités et surfaces à nettoyer. Le descriptif des méthodes de nettoyage à utiliser sont définies ci-après.

Les locaux concernés pour l'ensemble des prestations sont répertoriés sur les plans joints en annexe. Les prestations attendues sont définies aux articles ci-après.

Une visite des locaux est **facultative**, mais **fortement recommandée** afin de permettre aux candidats de prendre connaissance des conditions exactes dans lesquelles les prestations seront réalisées. Les candidats souhaitant participer à la visite peuvent prendre rendez-vous avec le responsable désigné pour organiser celle-ci. A l'issue de la visite, une **attestation de visite préalable** pourra être fournie par le responsable des lieux, et devra être annexée à l'offre de chaque candidat, afin de justifier de la parfaite information concernant la constitution des locaux, la consistance des prestations à réaliser et les spécificités techniques liées à l'exécution du marché.

L'entreprise ayant accepté toutes les conditions du contrat, ne pourra, en aucun cas faire valoir des suppléments pour omission, erreurs, oublis, incertitudes quelconques relatifs aux limites de la prestation.

### **3-1.1 Nettoyage et entretien des surfaces vitrées lots 1 à 2**

Les fréquences de nettoyage sont identifiées sur les annexes BPU :

- Les unités d'accueil et d'hospitalisation (A) : une fois par semestre.
- Les unités logistiques (L) : une fois par an.

Pour le nettoyage des surfaces vitrées (faces intérieures et extérieures), la prestation concerne l'ensemble des surfaces vitrées du bâtiment à l'exception des chambres des patients.

Les montants et rebords de fenêtre doivent être débarrassés de toute trace pouvant subsister après intervention et seront notamment dépoussiérés. Les prestations sont exécutées en tenant compte de la nature des locaux.

Pour le nettoyage des vitres côté intérieur, le titulaire procède à un nettoyage complet (vitres, menuiseries et appuis). Pour le nettoyage des vitres côté extérieur, le titulaire doit se munir et utiliser tout moyen approprié. Il appartient au titulaire du marché de prendre toutes les précautions nécessaires répondant aux réglementations et aux normes en vigueur ; à défaut de dispositifs de sécurité existants, il lui appartient d'en proposer la pose lors de son offre.

Le titulaire doit doter son personnel du matériel nécessaire à la parfaite exécution de sa prestation : harnais, casque, chaussures adaptées, perche télescopique ... Les travaux en hauteur doivent toujours être effectués par au moins deux personnes pour prévenir tout risque d'accident.

Les éventuelles autorisations nécessaires - utilisation de nacelle, intervention d'agents spécialisés, balisage de la zone d'opération ...- doivent être demandées par le titulaire auprès des services compétents, et ne pourront donner lieu à aucun surcoût.

Si les consignes de sécurité ne sont pas respectées, l'établissement hospitalier concerné fera arrêter l'exécution des prestations sans mise en demeure préalable et sans indemnités pour le titulaire lequel devra prendre sans délai les mesures appropriées pour faire cesser la situation de danger.

Concernant les bâtiments Chabre et FAM du Centre hospitalier Buëch Durance lot 1 : Il est précisé que ces bâtiments seront déménagés sur le site principal dans des nouveaux locaux en 2027.

Le titulaire du marché pourra être amené à réaliser des prestations supplémentaires, à la demande du pouvoir adjudicateur. Ces prestations feront l'objet d'un avenant au contrat, après accord entre les parties, et seront exécutées dans les mêmes conditions que celles définies dans le présent marché, sauf si des modalités particulières sont spécifiées.

Par ailleurs, de nouveaux sites peuvent être intégrés au marché en cours, à la demande du pouvoir adjudicateur. Les conditions d'intervention, de tarification et d'organisation des prestations pour ces nouveaux sites feront l'objet d'un avenant et seront définies d'un commun accord entre les parties.

### **3-1.2 Nettoyage et entretien des locaux lots 4 à 6**

#### **Description de la prestation attendue**

Le nettoyage et l'entretien courant des locaux comprend les prestations renseignées dans les tableaux « *Récapitulatif des fréquences de nettoyage et entretien des locaux et des surfaces vitrées* » ci-après.

- Le mobilier courant (tables, chaises, bureaux, fauteuils), ainsi que l'entretien du matériel bureautique (clavier, écran, souris, imprimante, photocopieurs, destructeurs de papier etc.) est à la charge du titulaire.
- L'entretien des plateaux des mobiliers de bureaux sera effectué au regard de l'encombrement de ces derniers.
- Les éléments meublants, notamment roulants seront déplacés autant de fois que nécessaire et remis en place une fois la prestation effectuée.
- Les matériels et produits sont fournis par le titulaire qui assure également l'évacuation et le lavage des textiles utilisés.

Lors de la fermeture totale ou partielle d'un service ou de locaux laissés libre du fait de l'absence pour congés par exemple de la personne occupant habituellement ce local, le titulaire privilégiera cette période pour effectuer une remise en état général de ces locaux. De même durant la période de fermeture annuelle, le titulaire réalisera au moins une fois par an un entretien spécifique des sols PVC : décapage, polymérisation et lustrage.

#### **Méthode de nettoyage exigée**

- **BALAYAGE** : l'utilisation de balai de soie est interdite. Seul le balayage humide sera effectué à l'intérieur des locaux à l'aide de balai trapèze avec gazes imprégnées qui doivent être changées à chaque pièce.
- **ENTRETIEN DES SOLS** : privilégier la méthode microfibre + eau avec un système

de lavage à plat avec des mops microfibres qui doivent être changées à chaque pièce. Réintroduction de produit détergent périodiquement, qui devra être compatible avec le PH du support (PH maximum de 7).

- **ENTRETIEN DES SURFACES HAUTES** : effectué à l'aide de lavettes microfibres trempées dans une solution détergente ou détergente/désinfectante, ne devant pas être retrempées dans les seaux de produits.
- **LUSTRAGE** : les produits utilisés doivent respecter le PH des supports. Le lustrage et la mise en cire sera effectué selon la technique proposée par l'entreprise.



**Récapitulatif des fréquences de nettoyage et entretien des locaux et des surfaces vitrées des service de psychiatrie adulte**

Lot 4 - CMP « Le Petit Nice » à Embrun

Lot 6 – “EMPP/CAC” à Gap

	2 fois/ semaine	1 fois/ mois	1 fois/ semestre
Evacuation des déchets tous locaux	X		
Entretien complet des sanitaires et robinetterie	X		
Entretien bureaux, salle de consultation, salle d'activité, (sols, meubles, effacement des traces au sol, dépoussiérage).	X		
Entretien Salle à manger et office (cuisine)	X		
Entretien du local de nettoyage	X		
Entretien des halls et circulations (effacement des traces au sol et traces de doigts sur les portes)	X		
Nettoyage des escaliers (effacement des traces au sol)	X		
Entretien rampes des escaliers - Poignées de portes – Interrupteurs - tous locaux. (désinfection si épidémie)	X		
Escaliers extérieurs		X	
Dépoussiérage et nettoyage des plinthes tous locaux		X	
Nettoyage et entretien des vitres.			X

**Récapitulatif des fréquences de nettoyage et entretien des locaux et des surfaces vitrées des services de pédopsychiatrie**

Lot 5 - Briançon Préambulle et Funambulle,  
lot 6 - Gap Ladoucette

	Tous les jours ouvrés	2 fois/ semaine	1 fois/ semaine	1 fois/ mois	1 fois/ semestre
Evacuation des déchets tous locaux.	X				
Entretien complet des sanitaires et robinetterie.	X				
Entretien des halls et circulations (effacement des traces au sol et traces de doigts sur les portes)	X				
Entretien Salle à manger et office (cuisine)	X				
Nettoyage du frigo, du micro-onde, du four.				X	
Entretien rampes des escaliers - Poignées de portes – Interrupteurs - tous locaux. (désinfection si épidémie)	X				
Entretien bureaux, salle de consultation, salle d'activité polyvalente, salle d'activité, salle calme, salle psychomotricité. (sols, meubles, effacement des traces au sol, dépoussiérage).		X			
<b>*Particularité pour lot n° 5 Préambulle :</b> Entretien : salle psychomotricité/ bureau du médecin/ bureau de l'infirmière/ salles activités.	X				
Entretien du local de nettoyage		X			
Nettoyage des escaliers (effacement des traces au sol)		X			
Dépoussiérage et nettoyage des plinthes tous locaux.			X		
Terrasse, Balcon et Escaliers extérieurs.			X		
Nettoyage et entretien des vitres.					X
Nettoyage de fond lors des fermetures du centre (août et Noël)					X

### **3-2 PLANIFICATION ET TRAÇABILITE DES PRESTATIONS**

Les agents du titulaire effectuent les prestations suivant le planning d'interventions **défini avec les établissements hospitaliers** au plus tôt suite à la notification du marché.

Ce planning d'intervention précise les informations suivantes : les contraintes horaires d'intervention, le secteur nettoyé, la nature et durée des interventions, les moyens humains, matériels et techniques déployés.

Le titulaire veille particulièrement à respecter les contraintes horaires ainsi fixées. Ces horaires pourront être recueillis par le prestataire au moment de la visite obligatoire pour adapter sa proposition.

Le titulaire s'engage à exécuter sa prestation sans bouleverser l'activité des établissements hospitaliers. Le personnel du titulaire doit agir dans la discrétion.

Un suivi de la traçabilité des locaux sera tenu par le personnel du titulaire pour l'entretien des locaux. Concernant les vitrages, un bon de passage sera remis au cadre du service. En cas de manquement, une prestation corrective sera réalisée au plus tôt.

### **3-3 OBLIGATIONS DU TITULAIRE**

Il se peut que certaines surfaces aient un état de non propreté à caractère irréversible et ne permettant pas d'atteindre le résultat souhaité. Dans ce cas, le titulaire devra le signaler au Centre Hospitalier concerné, dans un délai de deux semaines à compter de la date de début d'exécution du marché. Une validation contradictoire sur site sera réalisée.

Toute surface visée ci-dessus, non signalée, devra être entretenue aux conditions énoncées dans le CCP, notamment en ce qui concerne les contrôles de prestations et les pénalités applicables.

Dès la notification du marché, le titulaire désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du Centre Hospitalier, et ce pour les besoins de l'exécution du marché. Ces personnes sont réputées disposer des pouvoirs suffisants pour prendre des décisions engageant le titulaire.

Cette obligation comprend la désignation d'un(e) chef d'équipe nommé(e) qui validera la traçabilité de la prestation. A cet effet, le titulaire utilisera la fiche d'évaluation et de traçabilité de la prestation qui sera mise en place et aura été présentée avec la remise de son offre.

Par ailleurs, le titulaire est tenu de notifier sans délai au Centre Hospitalier concerné toutes modifications intervenant en cours d'exécution du marché.

#### **Reprise des personnels licenciés :**

Dans le cadre de l'externalisation des prestations de nettoyage, le titulaire du marché s'engage, conformément à l'article L. 1224-1 du Code du travail, à reprendre les salariés de l'entreprise précédente affectés à l'exécution des prestations de nettoyage, qui auront été licenciés suite à la perte du marché par cette dernière.

Le titulaire devra soumettre, avant le démarrage des prestations, un plan de reprise des salariés concernés, précisant les conditions de travail, de rémunération, et les modalités de leur réintégration dans l'entreprise. Ce plan devra garantir que les conditions d'emploi et de rémunération seront équivalentes à celles des contrats précédents, sauf accord collectif ou conditions particulières.

En cas de non-respect de cette obligation de reprise, l'autorité contractante pourra procéder à la résiliation du marché, conformément aux dispositions légales et aux conditions prévues dans le présent CCP.

### **3-3.1 Moyens humains**

Le prestataire s'engage à maintenir l'effectif nécessaire à la bonne réalisation de la prestation.

Les personnes habilitées par le titulaire sont seules autorisées à assurer les prestations faisant l'objet du marché.

Le titulaire est soumis, à l'occasion de l'exécution du marché, au règlement intérieur du Centre Hospitalier concerné, aux prescriptions et règlements en vigueur en matière de sécurité, aux prescriptions et règlements en vigueur en matière d'hygiène, aux injonctions de l'établissement s'agissant de mesures de sécurité particulières.

L'établissement se réserve le droit de demander au titulaire l'exclusion de toute personne qui ne respecterait pas ces obligations, sans préjudice d'éventuelles poursuites.

Le titulaire devra donc prévoir :

- les effectifs globaux nécessaires à l'exécution de toutes les prestations et la répartition quotidienne des effectifs nécessaires à l'exécution de toutes les opérations, basés sur les périodicités définies au présent CCP,
- une organisation du travail avec les postages des différents agents, indiquant également le circuit de nettoyage journalier avec les jours d'intervention dans les différents locaux,
- une liste indiquant les noms et qualité des agents qui seront employés ainsi que la liste des formations que ces agents ont reçues en nettoyage et bio-nettoyage,
- un chef d'équipe qui devra pouvoir se rendre aux convocations de l'établissement, en cas d'insuffisance d'encadrement ou de consignes particulières au personnel en place.

Ces documents devront être tenus à jour et faire mention des modifications qui peuvent intervenir dans la composition du personnel et dans la distribution des tâches, notamment en cas d'absence pendant les congés ou de remplacement.

### **3-3.2 Dispositions particulières relatives aux personnels réalisant la prestation**

Le personnel assurant l'encadrement doit connaître à tout moment le positionnement de ses agents sur la structure.

Le titulaire est responsable de ses agents, en toute circonstance et pour quelque cause que ce soit. Il est responsable des accidents survenant par le fait de ses personnels, des

dégâts produits à l'occasion de l'exécution de la prestation, ainsi que les vols qui pourraient être commis par eux.

L'agent de maîtrise (*chef d'équipe*) nommément désigné responsable de l'encadrement du personnel et du mode d'exécution des clauses du marché, veillera notamment à l'application par le personnel du titulaire, des consignes suivantes :

- les agents ne devront se servir ni du téléphone, ni du fax, ni d'ordinateur, ni des photocopieurs qui seraient dans les locaux où ils travaillent, sauf pour le téléphone, en cas de sinistre, pour donner l'alerte
- ils devront faire preuve d'un comportement exempt de tout reproche
- il sera interdit de fumer dans les locaux.
- l'obligation de la réglementation en vigueur

L'agent d'encadrement devra être joignable durant les plages d'intervention.

Le titulaire devra doter son personnel d'un vêtement de travail comportant le logo de l'entreprise.

Selon la nature des zones d'intervention, le titulaire du marché devra s'assurer que les personnes affectées possèdent les prérequis nécessaires ainsi que la connaissance des précautions à prendre dans l'exécution des tâches ; les agents d'exécution devront comprendre les observations qui pourront être faites.

La formation doit être adaptée au poste occupé par l'agent et lui permettre de maîtriser les procédures de mise en propreté et de bio-nettoyage au regard de la zone considérée.

### **3-3.3 Récusation du personnel du titulaire**

Pendant toute la durée d'exécution du marché, le Centre Hospitalier se réserve le droit de récuser ceux des personnels du titulaire qui s'avèreraient inadaptés à l'exécution des prestations, sans que la décision du pouvoir adjudicateur ait à être justifiée.

En cas de manquement aux règles sus énoncées ou dans le cas où la qualité du travail ne donnerait pas satisfaction, le Centre Hospitalier concerné peut exiger le départ immédiat de cet agent.

Le titulaire devra alors procéder au remplacement des personnels récusés. Il ne peut prétendre ni à la prolongation du délai d'exécution, ni à indemnité.

### **3-3.4 Elimination des déchets et environnement**

Le titulaire du marché devra se conformer aux différentes filières d'élimination des déchets.

L'évacuation des déchets devra être effectuée immédiatement après la fin du travail. En aucun cas, les déchets ne devront être stockés dans les bâtiments en dehors des zones dédiées.

### **3-3.5 Garantie de continuité de la prestation**

En cas d'arrêt de travail de son personnel ou en cas d'interruption et quelles qu'en soient les causes, le titulaire est tenu d'assurer la continuité de la prestation. Le fait de grève du personnel ne saurait être considéré comme un cas de force majeure. Le titulaire sera tenu d'exécuter obligatoirement un service minimum défini avec le responsable du Centre Hospitalier.

En cas d'impossibilité pour le titulaire du marché d'exécuter intégralement le service minimum tel que défini, dès le premier jour de non réalisation de la prestation, le Centre Hospitalier pourra y pourvoir par tous les moyens qu'il jugera utiles aux frais et risques et périls de l'entreprise afin d'assurer le service minimum.

Les mesures qui seront prises seront limitées à la durée de la grève.

Les sommes dues à ce titre seront recouvrées par le Centre Hospitalier concerné par tous moyens de droit, sauf lorsque leur montant pourra être retenu sur les factures mensuelles restant dues.

Il est formellement spécifié qu'en aucun cas ou pour quelque motif que ce soit, les litiges qui pourraient survenir entre le Centre Hospitalier et le titulaire ne peuvent être invoqués par ce dernier comme cause d'arrêt ou de suspension, même momentanée, des prestations à effectuer.

En cas d'incident, le titulaire est tenu d'informer le Centre Hospitalier (appel à l'accueil qui transmettra au cadre concerné ainsi qu'au service de recouvrement) des causes de l'incident et sa durée prévisible. Il l'informe de la même façon de la reprise normale de son activité.

### **3-4 PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT ET DEVELOPPEMENT DURABLE**

En considération des dispositions relatives à la mise en œuvre des politiques d'achats publics éco-responsables prise en faveur du développement durable, le Groupement de commandes du GHT des Alpes du Sud souhaite pouvoir acquérir des prestations qui sont réalisées dans cette même démarche de respect de l'environnement.

Dans ce cadre, le titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes.

Tous les produits d'entretien, fournitures et matériels nécessaires à l'exécution des prestations sont à la charge du titulaire.

Les produits devront être respectueux de l'environnement (écoproduits répertoriés par les normes ISO présentés dans l'offre), être de première qualité, non corrosifs et adaptés aux surfaces à nettoyer et 100 % biodégradables. Ils devront être validés par l'établissement hospitalier. Pourront être également acceptés des produits équivalents attestés par des organismes accrédités. Le titulaire du marché devra alors apporter les éléments de preuve qui sont nécessaires à l'appréciation de l'équivalence.

Tout produit refusé devra être retiré et remplacé par le titulaire, aux frais de ce dernier.

Le titulaire du marché sera tenu pour responsable des dégradations pouvant résulter de l'utilisation de produits corrosifs et sera astreint, dans ce cas, d'assurer à ses frais, le remplacement des surfaces atteintes.

## **ARTICLE 4 – MODALITES DE MISE EN ŒUVRE DE LA PRESTATION**

### **4.1 ACCES AUX LOCAUX ET AUX EQUIPEMENTS**

Chacun des centres hospitaliers dotera le titulaire de clés en quantité suffisante permettant l'accès aux locaux intéressés par les prestations. En cas de perte ou de vol, le titulaire avisera aussitôt le responsable de l'établissement concerné des exemplaires manquants. Ceux-ci seront remplacés ainsi que le cas échéant les canons des barillettes et feront l'objet d'une facturation au titulaire, au tarif de remplacement. En fin de marché, le titulaire sera tenu de remettre au responsable de chaque établissement les clés confiées initialement.

Des locaux seront mis à la disposition du titulaire du marché, à titre gratuit, afin d'y entreposer le matériel et les produits nécessaires à l'exécution de la prestation et d'y aménager un vestiaire pour le personnel. Cette mise à disposition est faite à titre gratuit, sans occupation privative.

Le titulaire du marché est tenu de disposer sur place et en permanence des produits et du matériel nécessaire à l'exécution des travaux (gants, lavettes microfibres, franges ou mop microfibres, sacs plastiques, monobrosses, machines à nettoyer les sols, chariots de nettoyage, etc....). Le stockage du matériel et des produits est limité aux quantités requises pour une période d'un mois. Le stockage en vrac des produits pulvérulents est interdit.

Le titulaire est tenu de maintenir ces locaux et ces équipements en bon état de propreté et de fonctionnement. Il s'engage à signaler, sans délai, les défauts justifiant des réparations. Le coût de ces réparations serait alors pris en charge par le centre hospitalier concerné dans le seul cas où elles sont dues à la vétusté et à une utilisation normale, à l'exclusion des cas imputable au titulaire. Dans cette dernière hypothèse, le centre hospitalier procédera à la remise en état des locaux et les frais ainsi engagés seront alors facturés au titulaire.

Les fournitures d'énergie électrique et d'eau nécessaires à l'exécution des prestations, seront assurées gratuitement par chacun des centres hospitaliers.

### **4.2 PRODUITS D'ENTRETIEN ET FOURNITURES A LA CHARGE DU TITULAIRE**

Le titulaire devra fournir pendant l'exécution du marché, la liste des produits et consommables proposés pour l'exécution de la prestation. Cette liste sera accompagnée d'une fiche technique détaillée précisant notamment leur composition, leur fonction et leur condition d'utilisation.

Tous les produits et consommables utilisés par le titulaire seront impérativement identifiés et étiquetés.

Aucun appareil de nettoyage ou produit ne doit être laissé sans surveillance du titulaire au cours ou après intervention.

Le Centre Hospitalier pourra interdire l'usage de produits ou consommables non-conforme à la réglementation ou ceux dont l'utilisation serait susceptible de provoquer des dégradations ou non compatible avec l'activité hospitalière. Dans ce cadre, le Centre Hospitalier concerné se réserve le droit de faire procéder à des analyses sur des échantillons prélevés au moment de leur emploi.

En ce qui concerne les consommables des sanitaires et bureaux (papier toilette, papier essuie-mains, savon liquide, les sacs à déchets), ils seront fournis par les Centres Hospitaliers ; à charge pour le titulaire de réapprovisionner les distributeurs et les réceptacles à déchets.

#### **4.3 CARACTERISTIQUES TECHNIQUES DES MATERIELS UTILISES**

Le titulaire s'engage à mettre en place le matériel nécessaire à la bonne exécution de la prestation.

Ces matériels devront être en parfait état de fonctionnement, propre et conforme à la législation, en vigueur et le moins bruyants possible.

Tout matériel défectueux devra être mis hors service et remplacé immédiatement par le titulaire, à ses frais. Le Centre Hospitalier pourra en vérifier la conformité.

Les chariots et les matériels devront être nettoyés et désinfectés après chaque usage et ce quel que soit leur lieu de stockage.

#### **4.4 MISE EN ŒUVRE DE LA PRESTATION EN TERMES DE SECURITE**

Pour le nettoyage et l'entretien courant des locaux, les techniques et produits utilisés devront être sélectionnés afin que les sols ne présentent aucune surface glissante susceptible de constituer un danger pour les usagers.

Elles ne devront en aucun cas être à l'origine d'altération et/ou dégradation des mobiliers, revêtements de sols et de murs. Elles ne devront pas provoquer de pollution nouvelle particulaire et/ou biologique pour la zone considérée ou l'environnement, par l'usage ordinaire ou intempestif de méthodes ou produits nocifs.

Pour le nettoyage des surfaces vitrées, le titulaire doit notamment doter son personnel du matériel nécessaire à la parfaite exécution de la prestation et tout autre élément jugé utile notamment pour la sécurité de son personnel.

Le branchement simultané de plusieurs appareils électriques sur la même prise, par l'intermédiaire de fiches de type multiprises, est interdit.

Tout dommage causé à l'installation et aux équipements sera à la charge du titulaire du marché.

### **ARTICLE 5 – DISCRETION ET CONFIDENTIALITE**



Le titulaire est tenu au secret professionnel sur toutes les informations personnelles de santé, techniques, financières, ou organisationnelles, et documents auxquels il aurait accès dans le cadre du présent marché.

Sauf autorisation préalable écrite de l'acheteur, le titulaire s'interdit de publier, communiquer ou divulguer à quiconque, et de quelque façon que ce soit, toutes informations de quelque nature qu'elles soient, reçues directement ou indirectement de l'acheteur.

Le titulaire s'engage à informer son personnel, ses cotraitants et ses sous-traitants éventuels du caractère confidentiel des informations reçues et veille au respect de ladite confidentialité.

Les Centres Hospitaliers s'engagent à maintenir confidentielles les informations, signalées comme telles, reçues du titulaire.

En cas de violation de cette obligation et indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, le marché pourra être résilié aux torts du titulaire sans aucune possibilité de dédommagement.

Après l'exécution complète du marché, le titulaire s'engage à restituer l'ensemble des informations et documents transmis par le Centre Hospitalier ou élaborés pour les besoins du marché, et à ne conserver aucune copie des dites informations ou desdits documents.

Cette confidentialité devra être respectée conformément à la durée légale ou réglementaire relative au contenu concerné notamment par les données nominatives de santé.

## **ARTICLE 6 – FORME DE PRIX**

Le marché est conclu aux prix figurant à l'annexe financière ou aux annexes financières à l'acte d'engagement.

Le prix est réputé comprendre l'ensemble des prestations demandées au présent marché ainsi que toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation ainsi que l'assurance et tous les frais afférents à l'exécution de la prestation.

Le prix ne peut comporter de supplément d'aucune sorte, notamment pour frais de facturation.

Les prix sont fermes la première année du marché.

Ils seront ensuite revalorisés chaque année à la date anniversaire du marché dans les limites autorisées par la réglementation, par la formule paramétrique suivante :

$$P_n = P_o [0,15 + (0,85 \times S_{Nn}/S_{Nno})]$$

dans laquelle :

$P_n$  = prix revalorisé hors TVA

$P_o$  = prix initial hors TVA de janvier 2026, puis valeur du dernier prix révisé

$S_{Nn}$  = valeur de l'indice « service de nettoyage » publié trimestriellement au BMS de l'INSEE, connu au mois de la date anniversaire

$S_{Nno}$  = valeur de l'indice « service de nettoyage » de janvier 2026, puis valeur du

dernier prix révisé

Pour la mise en œuvre de cette formule, le calcul du coefficient de révision est effectué avec un arrondi à trois décimales. Les arrondis seront traités de la façon suivante : si la 4ème décimale est comprise entre 5 et 9 (ces valeurs incluses), la 3ème décimale est augmentée d'une unité (arrondi par excès).

En cas de hausse, le titulaire devra communiquer le nouveau prix applicable au plus tard trois mois avant la prise d'effet de la hausse du prix, à la Cellule des Marchés du Centre Hospitalier Intercommunal des Alpes du Sud, coordonnateur du groupement de commandes du GHT des Alpes du Sud, par lettre recommandée avec accusé de réception, accompagnée d'un récapitulatif des indices publiés.

A défaut du respect de cette procédure, l'augmentation ne pourra être prise en compte.

En cas de diminution (valeur de l'indice en baisse), le Groupement de commandes du GHT des Alpes du Sud devra être informé trois mois avant la date du changement de tarif.


**En tout état de cause la majoration annuelle appliquée ne pourra dépasser 1,5 %.**

En cas de hausse, s'il n'y a pas d'opposition du Groupement de commandes du GHT des Alpes du Sud dans la période de deux mois et que la hausse est conforme aux dispositions ci-dessus, les nouveaux tarifs sont fermes jusqu'à la fin de la période annuelle et applicables à la date d'échéance du marché.

## **ARTICLE 7 – FACTURATION - CONDITIONS DE PAIEMENT**

Chacun des établissements hospitaliers fera l'objet d'une facturation particulière.

Les factures mensuelles seront libellées par le titulaire, après service fait, à l'ordre de :

-  Pour les sites hospitaliers gérés par le Centre Hospitalier Buëch-Durance (CHBD) :  
Centre Hospitalier Buëch-Durance  
Service des Affaires économiques et Logistiques  
Rue du Docteur Provansal  
05300 LARAGNE-MONTEGLIN

Chaque facture établie par le titulaire portera, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- nom, adresse et raison sociale du créancier
- référence du marché (numéro), numéro d'opération et imputation budgétaire
- numéro de compte postal ou bancaire tel qu'il est précisé dans l'offre
- désignation de la prestation
- montant déjà facturé et numéros de factures correspondantes
- montant et taux de la T.V.A.
- montant total H.T. et T.T.C.

La facture sera déposée sur le site CHORUS (<https://chorus-pro.gouv.fr>) ; elle pourra toutefois être transmise par courriel :

-  Pour le Centre Hospitalier Buëch-Durance (CHBD) :

- N° SIRET CHBD : 200 030 153 00015
- Code service : CHBD\_ECONOMAT

L'établissement se libèrera des sommes dues au titulaire par l'émission d'un mandat et le virement sur le compte bancaire précisé sur le marché interviendra dans les 50 jours à réception de la facture.

Le délai de paiement est suspendu si la facture n'est pas conforme aux exigences du marché.

Le taux des intérêts moratoires dus en cas de retard de paiement est égal aux taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire est de quarante euros.

En cas de changement de domiciliation bancaire en cours d'exécution du marché, le titulaire adressera dans les meilleurs délais au Centre Hospitalier Intercommunal des Alpes du Sud, Cellule des Marchés, sous pli recommandé, les renseignements relatifs à la nouvelle domiciliation.

## **ARTICLE 8 – PENALITES**

Chaque établissement hospitalier se réserve le droit d'appliquer les pénalités décrites ci-après. Toutes les pénalités sont cumulatives. Elles pourront être déduites des différents paiements effectués au profit du titulaire.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, les pénalités peuvent être dues dès le premier euro.

### **8.1 NON REALISATION DE LA PRESTATION**

En cas de non réalisation de la prestation, une pénalité de 2% du montant du marché, par jour de retard sera retenue sur la facture mensuelle jusqu'à ce que le titulaire ait effectué la prestation non réalisée. La grève ne saurait constituer une cause exonérant le titulaire du marché de l'exécution de ses obligations contractuelles.

### **8.2 DEFAT DE QUALITE DE LA PRESTATION**

Lors du contrôle effectué par le Centre Hospitalier, si le résultat obtenu à la grille d'évaluation est inférieur au seuil d'acceptabilité définis par le titulaire et accepté par le Centre Hospitalier, celui-ci encourt une réfaction de 30,00 € par manquement constaté.

### **8.3 NON-RESPECT DES PRESCRIPTIONS DE REALISATION**

Le titulaire du marché se verra appliquer, sans mise en demeure préalable, les pénalités suivantes dans le cas du non-respect des prescriptions de réalisation telles que définies ci-après :

Désignation	Montant des pénalités
Non-respect du planning d'exécution :	30,00 € par jour de retard
Non-respect du mémoire technique ( <i>matériel, produit</i> ) :	20,00 € par cas constaté

Rupture d'approvisionnement des consommables et fournitures :	30,00 €
Utilisation non autorisée d'un équipement ou matériel :	50,00 €
Non actualisation de la liste du personnel :	20,00 € par cas constaté
Perte d'une clé :	30,00 € par constatation de perte, sans préjudice de la facturation du coût du remplacement de la clé

## **ARTICLE 9 – RESILIATION DU MARCHE ET EXECUTION PAR DEFAULT**

### **9-1 RESILIATION**

Le Groupement de commandes du GHT des Alpes du Sud pourra résilier le marché sans indemnité dans les conditions prévues au Chapitre 7 du CCAG-FCS cité ci-dessus :

- en cas d'infraction caractérisée aux clauses contractuelles, en particulier si la prestation est évaluée comme insuffisante ou non satisfaisante,
- en cas de liquidation judiciaire du titulaire (les offres faites par les créanciers pour la poursuite du marché pourront être acceptées sur avis du Groupement de commandes du GHT des Alpes du Sud),
- en cas de redressement judiciaire, dans le cas où le titulaire n'est pas autorisé par le Tribunal à continuer l'exploitation de son entreprise.

### **9-2 EXECUTION PAR DEFAULT**

En cas d'inexécution des prestations ou de résiliation du marché prononcée aux torts du titulaire, le Groupement de commandes du GHT des Alpes du Sud fera appel à un autre prestataire aux frais et risques du titulaire du marché (article 45 du CCAG-FCS).

En cas de différence de prix au détriment du Groupement de commandes du GHT des Alpes du Sud, celle-ci sera mise de plein droit à la charge du titulaire du marché. La diminution du prix ne profite pas au titulaire.

## **ARTICLE 10 – DEROGATION AUX DOCUMENTS GENERAUX**

Les dispositions du CCAG-FCS sont applicables au présent marché :

- dans la mesure où elles ne sont pas contraires aux dispositions du présent document ou différentes de ces mêmes dispositions,
- en particulier, l'article 8 déroge à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS,
- pour toutes les clauses non précisées dans le présent document cahier des charges particulières.

## **ARTICLE 11 – CONTESTATIONS ET LITIGES**

Toutes contestations relatives à l'exécution ou à l'interprétation du présent marché relèveraient du Tribunal Administratif de MARSEILLE, 22 rue de Breteuil, 13281 MARSEILLE CEDEX 06, tél. : 04.91.13.48.13, e-mail : [greffe.ta-marseille@juradm.fr](mailto:greffe.ta-marseille@juradm.fr).

Fait à GAP, le 30/01/2026

Pour le Groupement de commandes du GHT des Alpes du Sud :

Pour la Directeur du Centre Hospitalier Intercommunal des Alpes du Sud et par délégation,

Le Directeur Adjoint :



Clément GIRARD